



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°06 2026

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Les principaux partis ont présenté leurs programmes économiques pour les élections législatives du 12 février ;
- ❖ **Inde** : Légère remontée de l'inflation en janvier, à 2,75%, sous l'effet d'un changement de l'année de référence ;
- ❖ **Maldives** : Annonce du refinancement partiel du sukuk de 500 M USD arrivant à échéance en avril ;
- ❖ **Népal** : Publication du rapport de mi-exercice sur l'exécution budgétaire ;
- ❖ **Sri Lanka** : Le Sri Lanka a reçu 1,5 Md USD de financements étrangers en 2025.

À RETENIR

2,75%

IPC de janvier 2026 en Inde, prenant 2024
comme année de référence

Bangladesh

Les principaux partis ont présenté leurs programmes économiques pour les élections législatives du 12 février

À l'approche des élections législatives prévues le 12 février, les principales formations politiques du Bangladesh ont dévoilé leurs priorités, mêlant relance économique et réformes institutionnelles. Le Bangladesh Nationalist Party (BNP) met l'accent sur la stabilisation macroéconomique, la maîtrise de l'inflation et la création d'emplois, tout en promettant d'encourager l'investissement privé et de renforcer la gouvernance afin de restaurer la confiance des marchés.

Le parti Jamaat-e-Islami défend de son côté un programme centré sur la justice sociale, la lutte contre la corruption et une gestion plus transparente des finances publiques, avec l'objectif de réduire les inégalités et de soutenir les ménages vulnérables. Le National Citizen Party (NCP), formation plus récente, plaide pour des réformes structurelles, la modernisation de l'administration et des politiques favorables à l'entrepreneuriat afin de stimuler la croissance et d'attirer davantage d'investissements.

Tous les partis s'engagent par ailleurs à augmenter la collecte fiscale (en général par l'accroissement de l'assiette) et à accroître significativement les budgets pour l'éducation et la santé.

La Bangladesh Bank maintient une politique monétaire restrictive malgré les appels à baisser les taux

La Bangladesh Bank a décidé de poursuivre sa politique monétaire stricte, en maintenant les taux directeurs inchangés (10%), malgré les demandes répétées des milieux d'affaires pour une réduction afin de soutenir l'investissement. Les autorités soulignent que cette posture vise à maîtriser l'inflation persistante, qui reste encore au-dessus de 8% alors que la cible d'inflation pour 2025-26 était de 6.5% pour cette année fiscale. Le gouverneur indique que la cible d'ici deux ans est un taux d'inflation à 3-4%.

L'objectif de croissance du crédit au secteur privé restera inchangé à 8 %, contre une croissance réelle de 6,2 %. En revanche, la croissance du crédit au secteur public devrait passer à 19 %, contre un plafond précédent de 18 %.

À l'approche du Ramadan, l'inflation alimentaire a atteint 8,29 % en janvier, en hausse d'environ 0,6 point sur un mois, devenant le principal moteur de la hausse des prix. L'inflation globale s'est ainsi établie à 8,58 %, tandis que la progression des salaires n'a atteint que 8,08 %, laissant les revenus réels sous pression — une situation qui perdure depuis près de quatre ans.

Les économistes attribuent cette accélération à la combinaison d'une demande accrue liée aux dépenses électorales et saisonnières, ainsi qu'à des contraintes d'offre, notamment une crise du gaz de pétrole liquéfié utilisée pour la cuisson. La moyenne annuelle de l'inflation atteint désormais 8,66 %, bien au-dessus de la cible de la banque centrale.

[BB to continue tight monetary policy despite businesses' call for lending rate cut – The Business Standard](#)

Un accord avec les États-Unis abaisse les droits de douane supplémentaires de 20% à 19 %

Les États-Unis ont réduit à 19 % les droits de douane réciproques appliqués aux exportations bangladaises après la signature d'un accord bilatéral. Les vêtements fabriqués au Bangladesh à partir de coton ou de fibres synthétiques importés des États-Unis bénéficieront en outre d'un accès sans droits. Avec cet accord, le Bangladesh reste à des niveaux similaires par rapport à ses compétiteurs : le Vietnam est taxé à 20 %, l'Inde à 18 %, tandis que le Pakistan et le Cambodge sont également à 19 %.

En contrepartie, Dhaka s'est engagé à acheter 25 avions Boeing et à accroître ses importations de coton, blé, soja et GNL américains, tout en respectant les normes américaines de propriété intellectuelle et certaines propositions de réforme.

[Deal signed with US lowering tariff to 19pc for Bangladesh – New Age](#)

Signature d'un accord de partenariat économique avec le Japon

Le Bangladesh a signé le 6 février à Tokyo un accord de partenariat économique (EPA) avec le Japon, jugé très favorable aux intérêts bengalais. Il s'agit du premier accord douanier de cette ampleur pour le Bangladesh, pour lequel les négociations avaient débuté début 2024.

L'accord est asymétrique : le Japon accordera un accès sans droit de douane à 7 379 produits bangladais (dont le textile), contre 1 039 produits japonais bénéficiant du même traitement, un nombre appelé à augmenter progressivement sur 18 ans.

Le secteur de l'habillement devrait particulièrement profiter de la possibilité de bénéficier de tarifs nuls même avec des tissus importés (simple transformation), tandis que l'accord ouvre aussi le marché japonais aux travailleurs qualifiés bangladais (médecins, infirmiers, aides à domicile). Le pays obtient par ailleurs un délai de 10 ans sur certaines obligations de propriété intellectuelle.

[Japan EPA to cost Bangladesh Tk 20cr annually – The Daily Star](#)

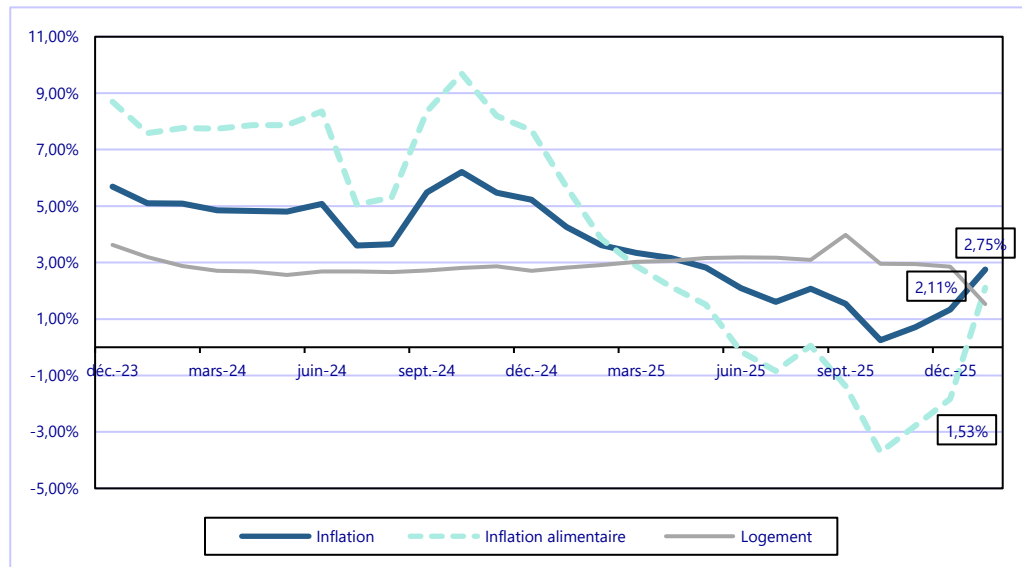
Inde

Légère remontée de l'inflation en janvier, à 2,75%, sous l'effet d'un changement de l'année de référence

Selon les données publiées par le MoSPI, l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, s'est établie à 2,75%, contre 3,10% l'année précédente et 1,3% le mois dernier. L'augmentation observée s'explique par la révision de l'année de base utilisée pour le calcul de l'indice, désormais fixée à 2024, contre 2012 précédemment. La pondération des denrées alimentaires s'établit désormais à 36,75% de l'indice, contre 46% auparavant. Cette modification est susceptible d'influer à la baisse sur la volatilité de l'inflation, l'inflation alimentaire étant structurellement plus instable. La révision du panier de consommation reflète l'évolution des habitudes de consommation des ménages. Par ailleurs, l'indice intègre une représentation accrue du secteur des services, avec près de 50 produits retenus contre 40 auparavant.

D'autres agrégats macroéconomiques feront également l'objet d'un changement d'année de référence, notamment le PIB et l'indice de production industrielle, pour lesquels l'année de base proposée est 2022/23.

MoSPI – CPI January 2026



Goldman Sachs relève sa prévision de croissance pour l'Inde et abaisse son estimation du déficit du compte courant

Goldman Sachs estime que la croissance indienne restera solide, avec un PIB réel attendu à 6,9% en 2026 et 6,8% en 2027, au-dessus du consensus. En 2025 (année calendaire), la croissance aurait atteint 7,7% malgré les tarifs américains, tandis que le PIB nominal a ralenti en raison d'une inflation très faible.

L'assouplissement monétaire et une monnaie plus faible ont facilité les conditions financières. Les baisses d'impôts ont soutenu la consommation urbaine, alors que la demande rurale est restée ferme. L'accord commercial avec les États-Unis, ramenant les droits de douane de 25% à 18%, pourrait ajouter environ 0,2 point de croissance.

L'inflation, autour de 2,2% en 2025, remonterait vers 3,9% en 2026, proche de la cible de la RBI, ce qui limite la marge pour de nouvelles baisses de taux, sauf choc lié au commerce extérieur.

Le déficit courant, monté à 2,8% du PIB au T4 2025, resterait limité à 0,7% sur l'année, puis atteindrait environ 37 Md USD en 2026, sous l'effet d'importations plus élevées, partiellement compensées par des exportations de services solides et des prix du pétrole plus bas. La baisse de l'incertitude commerciale devrait soutenir l'investissement privé, avec un effet positif possible sur la croissance fin 2026.

The Outlook for India's Economy in 2026 amid A New US Trade Deal – Goldman Sachs

Maldives

Annonce du refinancement partiel du sukuk de 500 M USD arrivant à échéance en avril

Dans son discours annuel au Parlement, le Président M. Muizzu annoncé que la moitié du sukuk de 500 M USD arrivant à échéance en avril serait remboursée, tandis que le reste serait refinancé, tout en garantissant que le taux d'intérêt du nouvel emprunt contracté ne dépasserait pas 9%.

[Atoll Times.](#)

Népal

Publication du rapport de mi-exercice sur l'exécution budgétaire

Le ministère des Finances indique dans son rapport de revue budgétaire de mi-exercice que la croissance économique serait ramenée à 3,5%, contre une estimation initiale de 6%, sous l'effet notamment de l'instabilité politique observée au Népal durant l'exercice 2025/26. Le ralentissement s'explique également par la baisse de la production de riz, le repli du secteur de la construction ainsi que la contraction des transactions immobilières et foncières.

Par ailleurs, plus d'un quart des programmes économiques budgétés n'ont enregistré aucun progrès au premier semestre de l'exercice, ce qui reflète la faiblesse persistante des dépenses d'investissement. Selon la Confédération des industries népalaises, 27% des programmes économiques restaient non entamés à mi-janvier. L'exécution des dépenses d'investissement demeure limitée puisque, entre mi-juillet 2025 et mi-janvier 2026, seulement 11,7% du budget d'investissement, soit 407,89 Mds NPR, ont été effectivement dépensés.

[27% of govt programs see zero progress in first half of FY 2025/26 - Republica](#)

Sri Lanka

Le Sri Lanka a reçu 1,5 Md USD de financements étrangers en 2025

Cet afflux massif de financements reflète une double dynamique : un déblocage de certains fonds permis par la conclusion pacifique des élections de 2024, la reprise économique et le redressement des finances publiques et d'autre part, une mobilisation de fonds en urgence pour faire face aux conséquences du cyclone Ditwah fin novembre 2025. Le FMI et la BASD ont été les principaux bailleurs du Sri Lanka, contribuant collectivement à près de 80 % du total des liquidités débloquées sur l'année. Le FMI a pratiquement doublé sa contribution en 2025, en libérant deux tranches complètes totalisant 508 M DTS (environ 670 M USD) en mars et juillet. L'engagement post-cyclone de la BASD a été déterminant, en débloquent 428 M USD en décembre sur 500 M USD au total en 2025. Le Fonds de l'OPEP a significativement intensifié son soutien, en débloquent 50 M USD en deux tranches pour une nouvelle opération de développement, et un projet de réhabilitation des routes

Croissance soutenue des crédits au secteur privé en 2025

L'encours total des crédits au secteur privé a atteint 10 212 Mds LKR fin décembre, soit 25,2% d'augmentation en glissement annuel et près du double des 5 561 Mds LKR enregistrés fin 2018. Malgré les conséquences immédiates du cyclone Ditwah qui a provoqué un repli des nouveaux crédits accordés par les banques commerciales en décembre à leur niveau le plus bas de l'année (182 M USD), la croissance annuelle est restée soutenue. Les besoins de financements liés à la reconstruction post-cyclone devraient soutenir la croissance des crédits.

[CBSL](#)

Création d'un nouveau bureau pour concevoir la politique fiscale

La Tax Policy Analysis Unit (TPAU) est officiellement entrée en service au sein du Département de la politique fiscale du ministère des Finances. Elle centralisera la conception, le suivi et l'évaluation de la politique fiscale au sein d'une même entité disposant d'une forte expertise technique. L'entrée en fonction de cette unité a été précédée par un programme de formation destiné à ses futurs agents, mené par le FMI, visant à actualiser leurs compétences sur les outils d'analyse fiscale les plus récents. Les missions de la TPAU comprendront notamment l'analyse économique et distributive des politiques fiscales; l'évaluation des dépenses fiscales et le soutien en matière de fiscalité internationale et de coopération fiscale régionale et internationale.

[Ministry of Finance.](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

Les dernières publications des services :

- SER de New Delhi – [Le déficit commercial de la France vis-à-vis de l'Inde se creuse en 2025](#)
- SER de New Delhi – [Les grandes lignes du budget 2026/27 de l'Union indienne](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr